

L'impact des transferts de fonds des migrants sur la participation économique des femmes en Afrique

The impact of remittances on women's economic participation in Africa

ADOUMA Prince Octave ^a

ANDAKPAOUE Benjamin ^b

^{a, b} Institut Universitaire de Gestion des Entreprises (IUGE) , Université de Bangui (RCA)

Les auteurs acceptent que cet article reste en libre accès en permanence selon les termes de la licence internationale Creative Commons Attribution 4.0



Résumé

Cette étude analyse l'impact des transferts de fonds des migrants sur la participation économique des femmes. Basé sur les théories de la théorie des stratégies de survie, la théorie de la reproduction sociale et la théorie du capital humain, il examine le rôle des transferts de fonds des migrants comme levier potentiel d'autonomisation économique des femmes. A partir d'un échantillon de 34 pays africains. Nous spécifions et estimons un modèle de données de panel en utilisant les moindres carrés ordinaires (MCO) et les moindres carrés en deux étapes (DMC) sur la période 1990-2020. Les résultats montrent que les transferts de fonds des migrants favorisent considérablement la participation économique des femmes en Afrique. Cela suggère une amélioration du cadre institutionnel régissant l'utilisation des transferts de fonds des migrants pour une meilleure participation économique des femmes.

Mots clés : Transferts de fonds des migrants, participation économique des femmes, Afrique, MCO et DMC

Abstract

This study analyses the impact of remittances on women's economic participation. Based on theories of survival strategies, social reproduction and human capital, it examines the role of remittances as a potential lever for women's economic empowerment. From a sample of 34 African countries, we specify and estimate a panel data model using ordinary least squares (OLS) and two-stage least squares (2SLS) over the period 1990-2020. The results show that remittances significantly promote women's economic participation in Africa. This suggests an improvement in the institutional framework governing the use of migrant remittances for greater women's economic empowerment.

Keywords : Remittances, women's economic participation, Africa, OLS and 2SLS

Introduction

Les femmes et les jeunes constituent l'épine dorsale du potentiel économique de l'Afrique, contribuant de manière significative à la main-d'œuvre et au commerce. Les femmes représentent environ 50% de la population africaine selon la commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA, 2019). Malgré cette force démographique, les défis systémiques entravent leur pleine participation, notamment un accès limité aux ressources, une discrimination fondée sur le sexe et des lacunes politiques qui ne répondent pas à leurs besoins spécifiques.

Selon la Banque Mondiale, la participation féminine à la main d'œuvre atteignait 65% en 2024 en Afrique subsaharienne, un taux supérieur à celui de plusieurs régions en développement. Mais les jeunes femmes restent moins présentes dans des emplois salariés formels. De plus, les inégalités de rémunérations persistent. D'après l'Organisation Internationale du Travail (OIT, 2024), l'écart salarial entre les sexes, bien qu'en légère baisse à l'échelle mondiale, demeure sur le continent.

Or les femmes, en Afrique, sont des agents économiques très dynamiques, plus que partout ailleurs dans le monde sauf qu'elles se heurtent à toute une série d'obstacles qui entravent la réalisation de leur plein potentiel. Selon le rapport de l'Indice de Genre en Afrique (IGA, 2019) les femmes sont plus actives économiquement en Afrique en tant qu'agricultrices, travailleuses et entrepreneures que partout ailleurs dans le monde, elles ont souvent des emplois plus vulnérables que ceux des hommes de 70,7 % et gagnent moins de 74 %. Leur participation à la main-d'œuvre formelle de l'Afrique est inférieure à celle des hommes de 62,9 %, l'écart entre les genres étant encore plus important dans les entreprises de 44,3 %.

Cependant les transferts de fonds des migrants constituent une autre source de financement pour financer l'investissement dans les biens d'équipement, en plus du secteur financier national. Selon la Banque mondiale (2021), malgré la pandémie de Covid-19, les transferts de fonds vers les pays en développement ont atteint 589 milliards de dollars en 2021 par les canaux officiels, sans compter les canaux non officiels. Pour la deuxième année consécutive, ils dépassent la somme des investissements directs étrangers (IDE) et de l'aide publique au développement (APD). La contribution des flux de transferts de fonds aux investissements des entreprises dans les pays en développement a suscité un grand intérêt de la part des chercheurs. De nombreuses études ont souligné que les transferts de fonds envoyés par les migrants dans leur pays d'origine vont au-delà de l'aide aux familles et du financement de la consommation des ménages pour financer les activités entrepreneuriales et les entreprises existantes et pour créer de nouvelles entreprises (Le & Bodman, 2011;

Martinez et al., 2015; Riddle, et al., 2013 ; Vaaler, 2011, [2013](#) ; [Woodruff](#) & Zenteno, 2007 ; Yang, [2011](#)).

Cette énigme est également visible dans les études empiriques sur la relation entre les transferts de fonds des migrants et la participation économique des femmes. Certaines études soulignent que les transferts conduisent à réduire l'emploi des membres de la famille, notamment des femmes, selon le modèle néoclassique entre travail et loisirs (Killingsworth, 1983). D'autres études ont révélé l'impact des transferts de fonds sur le maintien des femmes dans leur pays d'origine, tant en termes d'activité économique que de statut au sein des ménages.

Ce travail est divisé en trois parties principales. La première est consacrée à une revue de littérature, examinant des études théoriques et empiriques traitant de l'impact des transferts de fonds des migrants sur la participation économique des femmes en Afrique. Cette section met en évidence le rôle des transferts de fonds des migrants comme levier potentiel de la participation économique des femmes. La deuxième partie présente les résultats des analyses économétriques, permettant d'identifier et de quantifier la relation entre les transferts de fonds des migrants et la participation économique des femmes. Enfin, la troisième partie propose une discussion approfondie des résultats, en les interprétant à la lumière des spécificités de la participation économique des femmes africaines. Il met en lumière le rôle des transferts de fonds des migrants comme levier potentiel d'autonomisation économique des femmes africaines. Des recommandations concrètes sont faites aux cadres pour africaines l'autonomisation économique des femmes.

Ce travail a pour objectif d'analyser l'impact les transferts de fonds des migrants sur la participation économique des femmes africaines. L'objectif est d'examiner le rôle des transferts de fonds des migrants comme levier potentiel de la participation économique des femmes en Afrique. Pour ce faire, plusieurs hypothèses ont été formulées afin d'explorer les mécanismes sous-jacents.

Le cadre épistémologique de ce travail s'inscrit dans une approche positiviste, selon laquelle des phénomènes sociaux et économiques peuvent être observés, mesurés et analysés objectivement à partir de données empiriques.

Cette approche méthodologique permet de quantifier l'impact les transferts de fonds des migrants sur la participation économique des femmes africaines. Le raisonnement adopté repose sur la méthode hypothétique-déductive, qui consiste à déduire des hypothèses de la littérature existante et à les comparer ensuite avec des données empiriques en utilisant des

analyses statistiques. Cette approche vise à valider ou invalider les hypothèses basées sur les résultats obtenus.

Le problème central de ce travail est :

Quel est l'impact des transferts de fonds des migrants sur la participation économique des femmes en Afrique ?

Cette question soulève plusieurs enjeux liés à l'impact des transferts de fonds des migrants sur la participation économique des femmes en Afrique.

Les transferts de fonds des migrants améliorent significativement les conditions de vie des femmes africaines et réduisent la pauvreté.

Les transferts de fonds des migrants contribuent à la participation économique des femmes.

L'impact des transferts de fonds des migrants dépend d'un environnement socioéconomique et politique qui soutient activement leur émancipation économique

Ce travail tente de répondre à ce problème en analysant les déterminants de la participation économique des femmes en Afrique. L'approche repose sur une méthodologie rigoureuse, fondée sur l'exploitation de données empiriques et la vérification formelle des hypothèses à l'aide de modèles économétriques appropriés.

1. Revue de la littérature

1.1. Revue théorique

Les études sur la participation des femmes à l'activité économique suggèrent qu'elles sont désavantagées presque partout dans le monde. L'Afrique est loin de faire exception à la règle. Plusieurs théories explicatives ont été développées pour cerner les différences entre hommes et femmes sur le marché du travail. Nous en avons retenus trois dans le cadre de cette étude : la théorie des stratégies de survie qui postule que la participation des femmes est fortement liée aux contraintes de survie des ménages ; la théorie du capital humain qui lie la participation et la position d'un individu sur le marché du travail au stock de capital humain accumulé et les théories féministes qui montrent que la position défavorable des femmes sur le marché du travail n'est qu'un prolongement de leur situation dans la société.

1.1.1 La théorie des stratégies de survie

La théorie des stratégies de survie stipule que la décision des femmes de participer aux activités économiques dépend fortement des décisions du ménage. La répartition du temps disponible entre les activités professionnelles marchandes et les tâches domestiques au sein de chaque ménage résulte de la maximisation de sa fonction de régulation. Elle décrit les mécanismes et

comportements que les individus, ménages ou entreprises adoptent face à la pauvreté, à la précarité ou aux crises, afin d'assurer leur subsistance et leur pérennité, bien au-delà des simples aspects financiers, englobant des dimensions sociales, culturelles et psychologiques.

Si la théorie des stratégies de survie met l'accent sur la mobilisation tous azimuts de la main-d'œuvre disponible des ménages, en particulier celles des femmes, la théorie du capital humain insiste sur l'importance des facteurs individuels de productivité, notamment l'éducation.

1.1.2 La théorie du capital humain

La théorie du capital humain qui lie la participation et la position d'un individu sur le marché du travail au stock de capital humain accumulé. Selon cette théorie, la dotation en capital humain constitue le principal déterminant du salaire, lui-même principal déterminant de l'offre de travail. Les individus investissent en eux-mêmes pour bénéficier de rendements monétaires et non monétaires futurs (Becker, 1993). Elle rejette l'hypothèse d'homogénéité du facteur travail de l'approche standard en considérant les niveaux de qualification des individus comme source d'hétérogénéité.

Contrairement à la théorie du capital humain qui lie l'insertion des femmes sur le marché du travail à leur stock de capital humain, les théories féministes adoptent une approche plus large en considérant la position des femmes sur le marché du travail comme un élément des rapports de pouvoir au sein de la société.

1.1.3 Les explications féministes de l'insertion des femmes sur le marché

Elles posent la domination masculine comme postulat historique. Les inégalités qui existent entre les femmes et hommes sur le marché de l'emploi ne sont que des cas de discrimination résultant de la position subordonnée de la femme dans la société, position historiquement et culturellement construite. « *En considérant l'histoire des femmes comme un cas particulier de l'histoire générale des formes de domination, les auteurs (féministes) situent la division sexuelle du travail à l'origine de cette domination, légitimée par la naturalisation des différences et des rapports entre sexes* » (Bourdieu, 1990, cité par Locoh et Tichit, 1996 : 2). Les conséquences de cette subordination et de la division sexuelle du travail qui en découle font que la femme assumant seule le travail de production domestique (élever les enfants, s'occuper du ménage, etc.), dispose de moins de temps pour participer à d'autres types d'activités, en l'occurrence économiques (Hartmann 1976, Sacks 1979, Dussault 1985). Quand bien même les femmes sont présentes sur le marché du travail, les activités qu'elles exercent ne constituent

très souvent qu'une extension des activités domestiques d'où leur caractère précaire et sous-estimé et *in fine* leur faible rémunération (Boserup 1970, Evenson 1963, Lele 1986).

Au total, les trois théories explicatives de l'insertion des femmes sur le marché du travail sont plus complémentaires que substituables, ce qui permet de poser plusieurs hypothèses dont chacune concourt à expliquer une partie de l'hétérogénéité de la situation de la femme sur le marché du travail.

1.2. Travaux empiriques

La littérature sur la relation entre migration et offre de travail au sein des ménages migrants dans leur pays d'origine a montré que cet effet reste relativement méconnu (Fajnzylber et Lopez, 2007). D'une part, on observe un effet négatif sur la participation des membres du ménage au marché du travail, dans la mesure où les transferts de fonds nets reçus de l'étranger augmentent pour les loisirs et au détriment du travail, ces personnes cherchant à accroître leur salaire de réserve. Il s'agit d'un effet de revenu qui entraîne une réduction de l'offre de travail. En revanche, un autre effet contrebalance le premier : la migration de certains membres d'un ménage entraîne une réduction directe de l'offre de travail, ce qui exerce une pression à la baisse sur les salaires. Cette pression tend, à terme, à accroître l'offre de travail, notamment dans les zones à forte migration. Il s'agit d'un effet de substitution entre les loisirs et le travail, en faveur du travail. De plus, pour certains ménages dont des membres ont récemment migré, compte tenu du délai de versement des transferts, les membres non migrants peuvent être amenés à travailler ou à chercher un emploi pour compenser la perte de revenus due au départ récent d'un membre actif. Concernant l'impact des transferts de fonds sur les femmes non migrantes, il est souvent admis que la migration améliore leur condition dans leur pays d'origine ; elle les autonomise et renforce leur autonomie (Aït Hamza, 1995 ; Fadlullah et al., 2000). L'enquête Eurostat de 2000 conclut que les femmes non migrantes jouent un rôle accru au sein de leur pays. Elle considère que l'un des principaux effets directs de l'émigration est l'augmentation du nombre de ménages dirigés par des femmes, suite au départ de leurs conjoints. Ce phénomène est particulièrement marqué parmi les ménages issus de migrations récentes et dans les villes où les traditions sociales et la famille élargie sont moins contraignantes et constituent un frein moins important à la prise de responsabilité des femmes au sein du foyer. L'émigration se révèle ainsi un facteur contribuant à la transformation des rapports de genre et des relations familiales dans les communautés concernées.

Van Rooij (2000) a montré, dans son étude sur les femmes migrantes de la vallée du Todra, que les transferts de fonds sont souvent envoyés au chef de famille masculin. Les femmes vivant au sein de la famille élargie ont moins de contrôle sur les finances. Cependant, les femmes migrantes peuvent chercher à s'affranchir de l'emprise sociale de la famille élargie pour vivre en famille nucléaire. Elles deviennent alors chefs de famille et sont donc davantage impliquées dans les décisions relatives à l'éducation des enfants, notamment des filles. Grâce aux transferts de fonds, elles peuvent également employer d'autres femmes ou des hommes pour des tâches domestiques et agricoles afin d'alléger leur charge physique (AitHamza, 1998). Ce faisant, elles améliorent leur situation et leur statut par rapport aux autres femmes et se sentent parfois plus libres de chercher un emploi, de travailler et d'exercer d'autres activités. Bien que cette analyse dépende du contexte géographique et constitue donc une étude socio-économique menée dans quelques villes rurales, la méthodologie employée est une enquête auprès d'un échantillon non représentatif. L'enquête proposée servira à tester les assertions que nous avons transformées en hypothèses.

De Haas (2007) a soutenu que ces évolutions ne reflètent pas un véritable changement dans les rapports de genre traditionnels. En effet, les femmes continuent d'accomplir les mêmes tâches qu'auparavant. De plus, ces nouvelles responsabilités ne sont pas perçues comme une forme de liberté, mais comme un fardeau. Par ailleurs, leur statut de chef de famille, acquis récemment, disparaît rapidement au retour du mari migrant. Un point positif est toutefois souligné conjointement par Van Rooij (2000) et De Haas (2007) : les filles de familles migrantes ont un meilleur accès à l'éducation grâce à l'utilisation égalitaire des transferts de fonds par les femmes ; ce qui pourrait annoncer des changements plus profonds à l'avenir, notamment en termes d'accès des femmes au marché du travail et à l'entrepreneuriat.

Concernant les effets des transferts de fonds selon le sexe de l'émigrant, les femmes immigrées semblent envoyer une plus grande part de leurs revenus que les hommes, même si elles sont moins bien payées ou moins qualifiées. Une étude menée en 2000 par l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme (INSTRAW) et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a montré que les Bangladaises travaillant au Moyen-Orient envoient près des trois quarts de leurs revenus. Cette étude a également révélé que la moitié des transferts effectués par ces femmes (56 %) sont destinés à des besoins sociaux (alimentation, santé, éducation). Dans ce cas, les femmes sont plus enclines à investir dans

l'avenir de leurs enfants que les hommes, qui ont tendance à dépenser davantage en biens de consommation (téléviseurs et voitures) ou à acquérir des biens immobiliers et du bétail.

Lu et Treiman (2007), dans le cas de l'Afrique du Sud, ont considéré que les transferts de fonds ont un effet positif sur les relations entre les sexes, notamment en réduisant les inégalités familiales et en renforçant l'autonomie des femmes restées au pays. Cet effet pourrait être conjugué à un meilleur accès des femmes au marché du travail et à l'emploi salarié qui renforcent leur autonomie et leur indépendance (Cortes, 2007). Dans une étude récente portant sur le cas mexicain, Cox-Edwards et Rodriguez- Oreggia (2009), après une refonte méthodologique (appariement par score de propension), ont constaté que les transferts ont un impact limité sur la participation des membres du ménage restés au pays. Ce résultat, même s'il ne tient pas compte de la dimension de genre, constitue une avancée positive, car les études sur le cas mexicain tendent à considérer que les envois de fonds des migrants ont un impact négatif sur l'activité économique.

2. Méthodologie

Cette étude porte sur la contribution transferts de fonds des migrants à l'autonomisation économique des femmes africaines. Les données utilisées dans cette recherche proviennent principalement de sources secondaires, notamment Indicateurs du Développement Mondial (WDI). Ces données sont essentielles pour effectuer une analyse approfondie du rôle des transferts de fonds des migrants comme levier potentiel d'autonomisation économique des femmes en Afrique.

La fréquence des données est annuelle, et l'échantillon comprend 34 pays africains entre 1990-2020.

Plusieurs indicateurs sont utilisés pour évaluer l'impact transferts de fonds des migrants sur la participation économique des femmes en Afrique.

Les variables utilisées dans l'étude sont présentées dans le tableau suivant :

Tableau 1 : Les variables utilisées

Variables	Abréviation	Source
Participation Economique des Femmes	PEF	WDI
Transferts de fonds des migrants	TFM	WDI
Education féminine	Ed_Fem	WDI
Urbanisation	Urb	WDI
Développement financier	Dev_Fin	WDI
Investissement privé	Inv_priv	WDI

Source : Auteurs

L'objectif principal de cette étude est d'analyser l'impact des transferts de fonds des migrants sur la participation économique des femmes.

La méthodologie adoptée dans cette analyse comprend plusieurs approches statistiques. En raison de la taille limitée de l'échantillon, les méthodes avancées ne peuvent pas être utilisées. Par conséquent, l'étude se concentre sur les relations directes entre les indicateurs. Plus précisément, la méthodologie comprend les éléments suivants :

- Les statistiques descriptives des variables contenues dans le tableau 2 montrent que sur notre période d'étude (1990-2020), le niveau moyen des transferts de fonds des migrants dans notre échantillon est de 4.63 ce qui traduit une faible entrée des transferts de fonds des migrants dans les pays africains.
- Les résultats des tests économétriques ci-dessus montrent à la fois une bonne structure du panel et que nous sommes en présence d'un modèle à effets fixes.

2.1. Formules et équation

Le modèle empirique de base est spécifié ci-dessous :

$$PEF_{i,t} = \alpha + \beta TFM_{i,t} + \lambda X_{i,t} + \nu_i + \mu_t + \varepsilon_{i,t} \quad (1)$$

Où $PEF_{i,t}$ désigne participation économique des femmes du pays i au cours de la période t . $TFM_{i,t}$ représente les transferts de fonds des migrants, est définie comme les transferts courants des travailleurs migrants et les salaires et traitements gagnés par les travailleurs non-résidents.

$X_{i,t}$ est le vecteur des variables de contrôle composé de : (i) l'éducation des femmes approximée par le nombre de filles inscrites dans l'école secondaire, ce qui explique la capacité à acquérir et internaliser les nouvelles technologies (Mainuddin et al., 2015) ; (ii) développement financier mesuré par le volume des ressources financières fournies au secteur privé par les institutions financières les établissements ; (iii) l'urbanisation décrit le taux d'urbanisation et le degré d'urbanisation des villes africaines mesurés par la part de la population vivant en ville (Louargant, 2015) ; et (iv) l'investissement intérieur mesuré par le capital fixe brut production et à la réduction des disparités entre les sexes (Choong et al., 2010). Ainsi, en prenant la spécification suivante :

$$PEF_{i,t} = \alpha + \beta TFM_{i,t} + \lambda X_{i,t} + \pi(TFM * F)_{i,t} + \nu_i + \mu_t + \varepsilon_{i,t} \quad (2)$$

$Z = TFM * F$ où Z est une variable interactive prenant en compte la combinaison entre variables transferts de fonds des migrants et développement financier ainsi que transferts de fonds des migrants et investissement privé.

2.2. La technique d'estimation

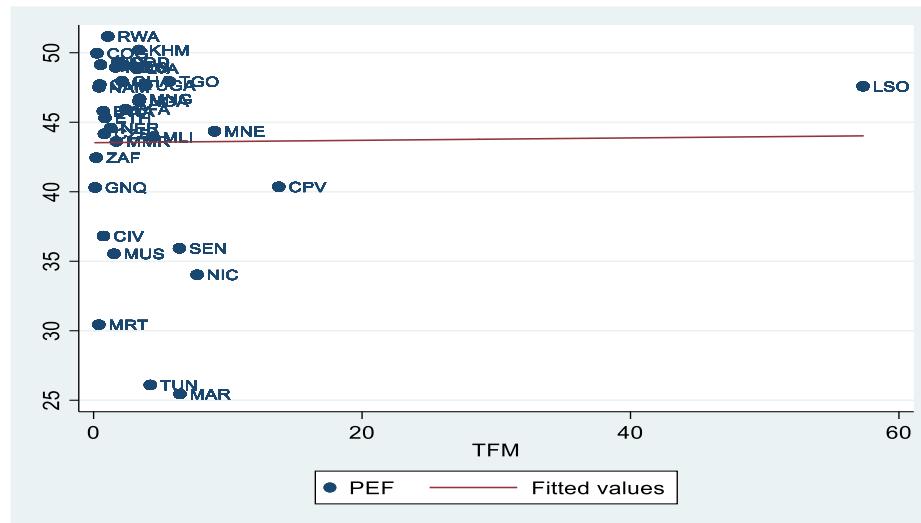
Empruntant à la littérature empirique contemporaine, cette recherche motive le choix des MCO comme méthode empirique pour quatre raisons : (i) elle minimise l'impact des erreurs de mesure ; et (ii) il suppose que les pays sont parfaitement homogènes. La technique économétrique basée sur les MCO est généralement utilisée comme cadre initial dans l'analyse pour donner la tendance générale des résultats. Développé par Legendre (1805) et Gauss (1809), il permet des régressions sur des données transversales et met en évidence les effets des transferts de fonds des migrants sur la participation économique des femmes. (iii) Cette technique est préférée aux autres techniques en raison de la nature linéaire des variables. Cela réduit le problème de la mesure de la variable dépendante. (iv) Les OLS sont bien conseillés dans le cas où la variable dépendante ne change pas beaucoup au fil du temps. De plus, les tests de l'endogénéité entre les variables explicatives n'est pas validée. Par conséquent, la régression MCO est particulièrement puissante car il est relativement facile de vérifier les hypothèses du modèle telles que la linéarité, la constante, la variance et l'effet des valeurs aberrantes.

2.3. Données et sources

L'étude couvre 34 pays africains¹ de 1990 à 2020. Les statistiques descriptives montrent de légères variations. Les corrélations entre les différentes variables ne sont pas suffisamment élevées pour causer de sérieux problèmes de multicolinéarité.

La figure 1 illustre que l'usage des TFM est associé à la participation économique, à condition que leur accessibilité soit mieux développée et les restrictions en matière de renforcement des capacités auxquelles sont soumis les opérateurs économiques et les entreprises sont allégées.

¹ Botswana, Burkina Faso, Cabo Verde, Cambodia, Cameroon, Congo Democratic Republic, Congo Republic, Cote d'Ivoire, Czechia, Equatorial Guinea, Ethiopia, Ghana, Kenya, Latvia, Lesotho, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritania, Mauritius, Mongolia, Montenegro, Morocco, Myanmar, Namibia, Nicaragua, Niger, Nigeria, Rwanda, Senegal, South Africa, Togo, Tunisia, Uganda

Figure 1 : Corrélations entre les TFM et le PEF en Afrique

Sources : Auteurs

3. Résultats et discussions

3.1 Statistiques descriptives

Tableau 2 : Statistiques Descriptives

Variable	Obs	Mean	Std. Dev.	Min	Max
Participation Economique des femmes	1,054	43.56866	6.863388	22.8811	52.61865
Transferts de fonds des migrants	964	4.63694	12.80796	0	167.4317
Education féminine	653	48.85289	31.39812	3.39715	112.9357
Urbanisation	1,054	41.41522	18.24073	5.416	75.22
Développement financier	893	26.82173	27.40599	.4913875	142.4221
Investissement privé	886	23.13494	8.724614	0	93.54746

Source : Auteurs

Les statistiques descriptives des variables contenues dans le tableau 2 montrent que sur notre période d'étude (1990-2020), le niveau moyen des transferts de fonds des migrants dans notre échantillon est de 4.63 ce qui traduit une faible entrée des transferts de fonds des migrants dans les pays africains.

Tableau 3 : Test préliminaires utiles

Tests utiles	p-value	Règles de décisions
Homogénéité total	0.0000	Prob < 5%, la structure du panel est bonne
Test de Fisher	0.0000	Prob < 5%, présence d'effets fixes
Test de Breusch Pagan	0.0000	Prob < 5%, acceptation de H1 ou présence des effets fixes
Test de Hausman	0.0006	Prob < 5%, acceptation de H1 présence effets fixes

Source : Auteurs

Les résultats des tests économétriques ci-dessus montrent à la fois une bonne structure du panel et que nous sommes en présence d'un modèle à effets fixes

3.2 Les résultats de bases

Les résultats montrent que les transferts de fonds des migrants ont un effet positif et statistiquement significatif sur la participation économique des femmes en Afrique. Toutes choses étant égales par ailleurs, une augmentation de 1 % du taux des transferts de fonds des migrants augmente la participation économique des femmes de 15,7 %, respectivement. Une explication pourrait être que les TFM facilitent davantage l'entrepreneuriat des femmes africaines et les aider à surmonter les barrières socioéconomiques et culturelles qui auraient autrement pu les empêcher de participer au marché du travail. En fait, les TFM aident les femmes à surmonter leurs désavantages et leur oppression en termes d'accès au pouvoir et d'expression des inégalités dans la répartition des actifs tels que l'éducation, la terre, la finance et le pouvoir.

Le développement financier a un effet positif et statistiquement significatif sur la participation économique des femmes en Afrique. Cela suggère qu'une augmentation de 1 % du développement financier augmente la participation économique des femmes d'environ 14,6 % dans l'échantillon sélectionné. Ce résultat s'explique par les efforts d'inclusion financière, efficaces dans la plupart des pays africains, dont le but est d'améliorer la performance du secteur financier. L'éducation des femmes a un effet positif et statistiquement significatif sur la participation économique des femmes en Afrique. En effet, l'urbanisation en Afrique ne s'est pas accompagnée d'une transformation infrastructurelle appropriée (Ondo Nkoa & Song, 2019). C'est donc sur les femmes vivant en milieu urbain que se concentrent les problèmes qui découlent de l'orientation actuelle du développement. L'investissement privé a un effet positif et effet statistiquement significatif sur la participation économique des femmes en Afrique.

Tableau 4 : Effets des TFM sur la participation économique des femmes en MCO

VARIABLES	EF	EA	Moindre Carrés Ordinaires (MCO)		
	Participation économique des femmes				
Transferts de fonds	0.0602** (0.0290)	0.0565** (0.0290)	0.157*** (0.0461)	0.472*** (0.170)	0.0903** (0.0727)
Education féminine	0.0474*** (0.00888)	0.0474*** (0.00848)	0.166*** (0.0177)	0.153*** (0.0187)	0.163*** (0.0177)
Urbanisation	-0.0975*** (0.0341)	-0.118*** (0.0262)	-0.185*** (0.0251)	-0.185*** (0.0248)	-0.180*** (0.0261)
Développement financier	0.0106* (0.00824)	0.00824	0.146*** (0.146***)	-0.144*** (-0.144***)	-0.140*** (-0.140***)

	(0.00565)	(0.00571)	(0.0154)	(0.0155)	(0.0148)
Investissement privé	-0.0396*** (0.0133)	-0.0442*** (0.0125)	0.246*** (0.0420)	-0.252*** (0.0413)	-0.240*** (0.0422)
TFM*DF				0.00522* (0.00269)	
TFM*IF					-0.00297 (0.00369)
Constant	48.12*** (9.728)	43.03*** (6.100)	42.80*** (3.472)	41.62*** (3.582)	43.42*** (3.621)
Observations	455	455	455	455	455
Number of id	30	30			
R-squared	0.130		0.379	0.384	0.381

Notes : *, **, *** Signification aux seuils de 10, 5 et 1 %, respectivement. Les erreurs types robustes sont entre parenthèses.

Abréviation : TFM*DF= Transferts de fonds des migrants*Développement financier, TFM*IF= Transferts de fonds des migrants* Investissement privé. EF= Effet fixe, EA= Effet aléatoire.

Source : Auteurs

En effet, l'investissement induit une mobilisation de ressources pour financer les investissements qui permettent aux femmes de vivre et de travailler sur un pied d'égalité avec les hommes.

Ce résultat est conforme à celui d'ONU Femmes (2018), qui souligner que l'investissement, par la formation brute de capital fixe, stimule, outre l'autonomisation économique, le développement politique l'autonomisation des femmes, bénéfique à l'égalité des sexes, à l'éradication de la pauvreté et à une croissance économique inclusive.

Afin de tester les canaux de transmission mis en évidence, l'importance et la signification des canaux allant des TFM à l'autonomisation économique des femmes en Afrique ont été estimés. L'effet positif indirect des TFM sur la participation économique des femmes pourrait s'expliquer par le fait que les femmes ont tendance à les utiliser davantage.

Tableau 5 : Effets des TFM sur la participation économique des femmes en IV

Variable	(1)	(2)	(3)
	PEF		
Transferts de fonds des migrants	0.606** (0.336)	0.524*** (3.221)	0.147** (0.521)
Education féminine	0.113*** (0.0296)	0.0270 (0.0931)	0.0912*** (0.0341)
Urbanisation	-0.111*** (0.0374)	-0.232*** (0.0441)	-0.0681 (0.0484)
Développement financier	-0.121***	-0.148***	-0.0565

Investissement financier	(0.0204)	(0.0167)	(0.0371)
	-0.342***	-0.351***	-0.258***
	(0.0535)	(0.0791)	(0.0527)
Transferts de fonds des migrants*Développement financier		0.0814*	
		(0.0476)	
Transferts de fonds des migrants*Investissement privé			0.0320**
			(0.0125)
Constant	36.73***	26.24***	45.25***
	(4.826)	(10.09)	(3.580)
Observations	442	382	442
R-squared	0.142	-0.697	0.087
Instrulents	9	9	9
F-stat stage: (Prob)	0.0000	0.0000	0.0000
Overid (Prob)	0.041	0.001	0.619
Endogeneity test (Prob)	0,006	0,015	0,012

Notes : *, **, *** Signification aux seuils de 10, 5 et 1 %, respectivement. Les erreurs types robustes sont entre parenthèses.

Source : Auteurs

3.3 Analyse de robustesse avec d'autres variables d'intérêt

Les résultats de robustesse avec d'autres variables d'intérêt fournis dans le tableau 5 montrent les effets directs et indirects des TFM sur l'autonomisation économique des femmes en Afrique selon estimation du DMC. Les résultats sont cohérents avec ceux obtenus dans le modèle de base et dans la littérature empirique. Les variables de démocratie, de qualité de la réglementation et d'état de droit ont des effets positifs et statistiquement significatifs sur l'autonomisation économique des femmes.

Tableau 6 : Effets des TFM sur d'autres variables d'intérêt

VARIABLES	(1)	(2)	(3)	(4)
	EF	EFA	EFI	EFS
Transferts de fonds des migrants	0.258** (0.110)	0.013** (0.127)	0.307*** (0.670)	0.875** (1.228)
Education Féminine	-0.00626 (0.0110)	-0.271*** (0.0447)	0.149*** (0.0537)	0.0769 (0.101)
Urbanisation	0.0474*** (0.0148)	-0.616*** (0.0563)	-0.0420 (0.0818)	0.709*** (0.132)
Développement financier	0.0167*** (0.00592)	-0.172*** (0.0382)	-0.0265 (0.0301)	0.223*** (0.0602)
Investissement privé	-0.0651*** (0.0139)	-0.135 (0.120)	0.355*** (0.0873)	-0.269* (0.163)
Constant	-1.792 (1.347)	50.38*** (10.76)	34.62*** (8.866)	9.399 (14.04)

Observations	436	431	436	436
R-squared	-0.229	0.751	-0.768	0.485
Instrulents	10	9	10	10
F-stat stage: (Prob)	0.0015	0.0000	0.0003	0.0000
Overid (Prob)	0.0021	0.0000	0.0000	0.0000
Endogeneity test (Prob)	0.064	0.002	0.0000	0.0000

Notes : *, **, *** Signification aux seuils de 10, 5 et 1 %, respectivement. Les erreurs types robustes sont entre parenthèses.

Abréviation : EF= Employeurs féminins, EFA= Employeurs féminins dans l'agriculture. EFI= Employeurs féminins dans industrie, EFS= Employeurs féminins dans service.

Source : Auteurs

Conclusion

Cet article étudie les effets linéaires et non linéaires des TFM sur la participation économique des femmes dans 34 pays africains au cours de la période 1990-2020 en utilisant MCO et DMC. Deux résultats intéressants ressortent, premièrement, l'utilisation des TFM favorise la participation économique des femmes en Afrique. Deuxièmement, l'analyse de la médiation montre que cet effet de l'utilisation des TFM est renforcé par le développement financier et l'éducation des femmes. Cela dénote que le renforcement des TFM contribue à la participation économique des femmes et a clairement contribué à l'inclusion du genre dans la sphère politique et leadership en Afrique.

D'un point de vue politique, les mesures suivantes pourraient être adoptées pour accroître la participation économique des femmes en Afrique. Deuxièmement, améliorer l'égalité des sexes en rendant le marché du travail plus inclusif et en améliorant l'accès des TFM pour réduire le chômage éliminer l'écart entre les sexes dans la prise de décision. Troisièmement, consolider les stratégies de participation active des femmes dans les institutions, rendre les organisations de la société civile pour la gouvernance plus inclusives et plus sensibles aux besoins de la société africaine.

BIBLIOGRAPHIE

- Ait Hamza, M. (1988)**, *L'Emigration, facteur d'intégration ou de désintégration des régions d'origine*, in *Le Maroc et la Hollande*, Rabat, Université Mohammed V, p.161-175.
- Aït Hamza, M. (1995)**, *Les Femmes d'émigrés dans les sociétés oasiennes*, in *Le Maroc et la Hollande*, Rabat, Université Mohammed V, p. 159-169.
- Angrist J.D., & Evans, W.N. (1998)**, *Children and their Parents' Labor Supply: Evidence from Exogenous Variation in FamilySize*, *American Economic Review*, 88(3), 450-77.
- Bowen, G., & Finegan, A.T., (1969)**, *The Economics of Labor Force Participation*, Princeton University Press.
- Brilleau, A., & al. (2005)**, *Le secteur informel : performances, insertion, perspectives, enquête 1-2-3, phase 2*, Revue Statéco, 99.
- Choong, C.-K., & al. (2010)**. Private capital flows, stock market and economic growth in developed and developing countries: A comparative analysis. *Japan and the World Economy*, 22, 107–117.
- Cortes, R. (2007)**, *Remittances and Children's Rights: An Overview of Academic and Policy Literature*, Unicef.
- Cox-Edwards, & Rodríguez-Oreggia, E. (2009)**, *Remittances and labor force participation in Mexico: An analysis using propensity score matching*, *World Development*, 37, 1004-1014.
- De Haas, H. (2007)**, *The impact of international migration on social and economic development in Moroccan sending regions: a review of the empirical literature*, IMI, University of Oxford.
- Duflo, E. (2012)**. Women's empowerment and economic development. *Journal of Economic Literature*, 50(4), 1051–1079.
- Dussault, G. (1987)**, *À travail équivalent, salaire égal : la portée de la revendication*, Institut de recherche appliquée sur le travail, Montréal.
- Fadloullah, A., & al. (2000)**, *Facteurs d'Attraction et de Répulsion des Flux Migratoires Internationaux*. Rapport National: Le Maroc. Rabat: Commission Européenne. FNUAP, (2006), *Etat de la population 2006 - Vers l'espoir: les femmes et la migration internationale*, NU, New York.
- Fajnzylber, P., & Lopez, J.H. (2007)**, *Close to Home: The Development Impact of Remittances in Latin America*, mimeo (Washington: World Bank).

Goldin C. (1990), *Understanding the Gender Gap: An Economic History of American Women*, Oxford University Press.

Goldin C., & Katz L. (2002), *The Power of the Pill: Oral Contraceptive and Women's Career and Marriage Decisions*, Journal of Political Economy. 110(4), 730-770

Le, T., & Bodman, P. (2011). Remittances or technological diffusion : Which is more important for generating economic growth in developing countries? *Journal of Development Economics*, 111(7), 114-131.

Louargant, S. (2015). Thinking the metropolis with gender. *Work, Gender and Societies*, 33(1), 49–66.

Lu, Y., & Treiman D.J. (2007), *The Effect of Labor Migration and Remittances on Children's Education among Blacks in South Africa*, California Center for Population Research, On-Line Working Paper Series.

Mainuddin, A. K. M., & al. (2015). Women empowerment and its relation with health seeking behavior in Bangladesh. *Journal of Family and Reproductive Health*, 9(2), 65–73.

Moschion J. (2007), *L'influence causale du nombre d'enfants et de leur âge de première scolarisation sur l'activité des mères : une revue de littérature*, document du travail, Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques, Ministère de l'économie, des finances et de l'emploi, France.

Sacks K. (1979), *Sisters and Wives*, Westport, CT, Greenwood.

Sundström, A., & al. (2017). Women's political empowerment: A new global index, 1900–2012. *World Development*, 94, 321–335.

Van Rooij, A. (2000), *Women of Taghzoute: The Effects of Migration on Women left Behind in Morocco*, IMAROM working paper series no. 12. Amsterdam: University of Amsterdam.

Woodruff, C., & Zenteno, R. (2007). Migration networks and microenterprises in Mexico. *Journal of development economics*, 82(2), 509-528